



## Coordination des Groupes Anarchistes

Relations Extérieures - [relationsexterieur@c-g-a.org](mailto:relationsexterieur@c-g-a.org)

<http://www.c-g-a.org>

### **Face aux directives du gouvernement et au durcissement de la politique migratoire, amplifions la lutte !**

Les 470 associations et collectifs impliqués dans le soutien aux migrant-e-s qui ont adressé un courrier le 15 juin au gouvernement demandant un changement de politique migratoire ont leur réponse : ce gouvernement n'entend pas améliorer la situation des personnes, mais vise au contraire à poursuivre la même politique que les précédents et à la durcir davantage :

- renforcement des contrôles aux frontières, augmentation des moyens pour Frontex (agence européenne des garde-frontières et garde-côtes) et pour les « hotspots » (camps de contrôle aux frontières et à l'extérieur de l'Europe) ;
- durcissement des procédures Dublin ;
- accélération des expulsions...

### **La chasse aux migrant-e-s**

Partout en France, la violence de l'État s'abat féroce. L'ampleur de cette répression ne permet pas de donner une liste exhaustive mais en l'espace d'une semaine, tout s'est accéléré dans la vallée de la Roya : 156 demandeurs d'asile ont été arrêtés et expulsés, et Cédric Herrou, qui les accompagnait, a été placé en garde à vue et mis sous contrôle judiciaire. Déjà poursuivi pour avoir pris des personnes migrantes en stop, il a vu dans la foulée sa peine se durcir en appel, passant d'une simple amende à 4 mois de prison avec sursis ! Si le message de l'État n'était pas assez clair, le président du tribunal s'est chargé de le préciser brutalement : « c'est une peine d'avertissement ». À Montpellier, 6 demandeurs d'asile soudanais ont été assignés à résidence puis expulsés vers l'Italie où leur sort demeure très incertain, suspendu à la menace d'un renvoi vers le Soudan.

Des mineur-e-s isolé-e-s sont mis-es à la rue, les migrant-e-s et leurs soutiens subissent quotidiennement des violences policières... Partout, les forces de l'État se déploient pour contrôler, chasser, enfermer et expulser les migrant-e-s.

Le but de l'État n'est pas d'accueillir, mais bien de préserver ses intérêts économiques, son pouvoir, son autorité. Ainsi le gouvernement Macron continue d'alimenter la fabrique aux clandestin-e-s, sans droit ni titre, soumis-es aux logiques mortifères des dirigeants et exploités du monde entier.

### **La mise à l'épreuve des solidarités**

Dénonçons les mensonges et doubles discours du gouvernement ! Ce qu'ils appellent « garantir le droit d'asile », c'est en réalité expulser à tours de bras. Leur « solidarité », c'est donner de l'argent à l'Italie et la Grèce pour la création de « hotspots » et autres prisons pour migrant-e-s, et aux pays tiers, tels la Turquie, le Maroc ou la Lybie, pour qu'ils contiennent les personnes migrantes loin de l'Europe.

Les accords Dublin<sup>1</sup> permettent de rendre impossible l'installation ici, en faisant croire que les personnes pourront être accueillies dans de bonnes conditions ailleurs. C'est faux ! Ainsi, l'Italie ne

<sup>1</sup> Les accords Dublin III signés par les états membres européens, rendent possible l'expulsion des réfugié-e-s vers le premier pays dans lequel elles ont laissé leur empreintes en Europe. Cette procédure est largement utilisée en France.

propose pas autre chose qu'une vie dans la rue et renvoie des migrant-e-s dans leur pays d'origine, quand bien même ces personnes ont fui pour échapper à la dictature, comme les exilé-e-s soudanais-e-s. Comble du cynisme, c'est désormais dans une Libye livrée au chaos que le gouvernement évoque d'effectuer son « tri » des réfugié-e-s, alors même qu'ielles y subissent la torture, l'emprisonnement, l'esclavage.

Quant à l'Italie, sa réponse aux naufrages en Méditerranée est désormais de chercher à limiter l'action des bateaux de secours en mer des ONG, dans le seul but d'empêcher de nouvelles arrivées sur son territoire. Qu'importe que les gens y laissent leur peau...

La stratégie des États, c'est aussi de casser les solidarités existantes à tous les niveaux. En coupant les vivres (baisse des APL, de l'assurance chômage, des remboursements de soins, etc.), en creusant les inégalités d'accès à la santé, à l'éducation, au logement, au travail, en criminalisant des pans entiers de la population, en entretenant les valeurs de mérite et de compétition, l'État préserve ses intérêts économiques, son pouvoir et nous précarise tou-te-s. Nous sommes tou-te-s concerné-e-s, alors ne nous laissons pas nous diviser !

**Devant l'État, il n'y a rien à négocier mais tout à arracher ! Seule la lutte collective paie !**

La solidarité avec les migrant-e-s et les luttes collectives existent bien aujourd'hui, et sont plus que nécessaires à renforcer pour inverser le rapport de force.

Accompagner les migrant-e-s, faire pression sur les préfetures, être présent-e-s au tribunal, déposer les recours, se rassembler à l'aéroport pour éviter un renvoi, refuser d'embarquer dans un vol qui sert à expulser quelqu'un-e sont des actions à mener pour ne pas lâcher la lutte sur le terrain. C'est en menant collectivement ces mobilisations que nous aurons le plus de poids.

Nous refusons leur logique de catégorisation des « bon-ne-s » migrant-e-s de celles et ceux à renvoyer. Les politiques migratoires sont un rouage du système capitaliste et de toutes les logiques de pouvoir et de profit, qui engendrent inégalités sociales, guerres, misère et exploitation à travers le monde. Les un-e-s les autres, nous ne subissons pas leurs conséquences avec le même degré de violence, mais pour lutter contre la précarité, le chômage, la misère, nous devons être tous et toutes solidaires face aux dirigeants et exploiters, ici comme ailleurs.

**Aucun être humain n'est illégal ! Libre circulation et installation de tous et toutes !  
Solidarité et luttes collectives face au capitalisme et aux États !**

*Le 9 août 2017,  
les Relations Extérieures de la CGA*